

La Révolution orange en tant que phénomène géopolitique

Viatcheslav Avioutskii

DANS **HÉRODOTE** 2008/2 n° 129, PAGES 69 À 99
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707154781

DOI 10.3917/her.129.0069

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-69?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La Révolution orange en tant que phénomène géopolitique

Viatcheslav Avioutskii*

La Révolution orange survenue en Ukraine en 2004 constitue un événement singulier qui permet de comprendre l'évolution géopolitique de cette société post-soviétique. Cette révolution révèle des rivalités politiques intérieures qui définissent aussi la géopolitique ukrainienne, treize ans après son indépendance. Avant d'analyser les événements ukrainiens, il est nécessaire de définir l'approche géopolitique proposée ici qui consiste à « analyser des rivalités de pouvoirs sur des territoires, en confrontant les points de vue des différents protagonistes et en accordant une attention précise à l'idée qu'ils se font chacun de leur propre nation et de leur territoire » (Lacoste, 2006, p. 4). Plus précisément, l'analyse géopolitique est composée de plusieurs étapes : l'identification des acteurs, l'étude des rivalités entre eux, la définition des représentations qu'ils se font d'eux-mêmes et de leurs rivaux, et, enfin, la présentation des scénarios du déroulement de la rivalité géopolitique.

Dans ce type d'approche, il est important de distinguer les différents niveaux d'analyse correspondant à des espaces de taille différente¹. À chaque niveau correspond une paire d'acteurs (leur nombre peut être supérieur à deux) et leur interaction correspond à une rivalité (ou à une coopération). Pour comprendre le

* Docteur en géopolitique et spécialiste du monde russe. Professeur permanent à l'École des dirigeants et créateurs d'entreprise (EDC), auteur de *Les Révolutions de velours* (Armand Colin, 2006) et de *Géopolitique du Caucase* (Armand Colin, 2005).

1. Quartiers de ville (sixième ordre de grandeur), villes (cinquième ordre de grandeur), régions (quatrième ordre de grandeur), pays (troisième ordre de grandeur), grands pays et continents (deuxième ordre de grandeur), monde (premier ordre de grandeur) (Lacoste, 1985, p. 69 ; Lacoste, 1980, p. 97-98).

rapport de forces, il est nécessaire d'analyser les rivalités entre les acteurs, appartenant généralement à un même ordre de grandeur (partis contre partis, États contre États, etc.). Il existe également des rivalités entre acteurs de différents ordres de grandeur (État – minorité ethnique ou religieuse ; organisation internationale – État ; organisation terroriste – État). L'intersection des ensembles spatiaux et des interactions des acteurs appartenant à des ordres de grandeur différents permet d'obtenir une vision plus objective de la situation conflictuelle (Lacoste, 2003, p. 220-221). Comme Yves Lacoste le souligne : « Si l'analyse des intersections d'ensembles est une opération relativement simple lorsqu'ils sont du même ordre de grandeur, ce qui permet d'en tracer les contours sur une même carte, l'opération est beaucoup plus complexe lorsqu'il s'agit de combiner des ensembles spatiaux qui relèvent d'ordres de grandeur très différents » (Lacoste, 1993, p. 31-32).

Avant d'analyser la Révolution orange, nous allons résumer ces événements qui ont changé la géopolitique de l'Ukraine, dirigée par le président Leonid Koutchma (1994-2004)². En octobre-novembre 2004, deux principaux candidats se sont affrontés aux élections présidentielles, l'ancien Premier ministre Viktor Iouchtchenko et le Premier ministre en fonction Viktor Ianoukovitch. Iouchtchenko a fait une carrière brillante dans l'Ukraine postsoviétique : il a été président de la Banque nationale avant d'être nommé Premier ministre (1999-2001) par le président Koutchma. Après sa démission, Viktor Iouchtchenko s'est placé à la tête du bloc de l'opposition anti-Koutchma « Notre Ukraine ». Ce bloc électoral a remporté les élections législatives en 2002 (24,7 % des voix exprimées), mais Koutchma a préservé la majorité au Parlement (Rada). En 2004, en vue des élections présidentielles Iouchtchenko s'est allié à l'ancienne vice-Premier ministre Ioulia Timochenko. Au deuxième tour des élections présidentielles, Viktor Iouchtchenko est arrivé après Viktor Ianoukovitch. Immédiatement, l'opposition a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes dans un meeting continu dans le centre de Kiev et a accusé les autorités d'avoir falsifié les résultats des élections : les sondages effectués par des ONG à la sortie des urnes ont montré les intentions de vote donnant la victoire à Iouchtchenko. Les opposants ont choisi la couleur orange pour mieux identifier leurs partisans composés de la classe moyenne de Kiev, des Ukrainiens occidentaux et des jeunes coordonnés par le mouvement de jeunesse Pora (« C'est le moment »). Ancien gouverneur de Donetsk, Viktor Ianoukovitch s'est appuyé sur l'est de l'Ukraine, russophone et orienté vers la Russie. Le pays s'est trouvé menacé par la scission entre l'Est et l'Ouest. Le président Koutchma a retiré son soutien à son successeur désigné, Viktor Ianoukovitch, et a

2. Ingénieur de formation, Leonid Koutchma a été entre 1986 et 1992 directeur général de la plus grande usine soviétique d'armes balistiques Youjmach (Dniepropetrovsk, Ukraine). Entre 1992 et 1994, il a été Premier ministre du président Kravtchouk.

préféré temporiser. Le président de la Rada, Vladimir Litvine, a servi d'intermédiaire pour trouver une solution négociée et acceptable pour les deux parties. Cette solution consistait en deux actions.

La première était l'amendement de la Constitution visant à réduire les compétences du président en matière de politique étrangère, de défense nationale et de sécurité (tout en préservant un droit de vote sur le processus législatif), au profit du Premier ministre, chef de gouvernement et responsable devant un Parlement au pouvoir élargi. République présidentielle sous Koutchma, l'Ukraine devait devenir en janvier 2006 république présidentielle-parlementaire ; Ianoukovitch a obtenu ainsi la possibilité de prendre sa revanche s'il gagnait les élections législatives de mars 2006.

La seconde action incluait des concessions de la part de Viktor Ianoukovitch, à savoir l'acceptation de l'organisation d'un nouveau tour des élections. Le deuxième tour des élections a été invalidé, et un « troisième tour » opposant Ianoukovitch et Iouchtchenko devait être organisé en décembre 2004. Cet accord était considéré comme un compromis conclu entre les deux candidats. Il prévoyait un transfert pacifique du pouvoir et différerait au mois de mars 2006 un règlement définitif des désaccords. Il s'agissait ainsi d'éviter un affrontement jugé nocif pour les deux candidats et pouvant conduire à la scission du pays. Finalement, Iouchtchenko, leader de la Révolution orange, est déclaré vainqueur à l'issue d'un troisième tour où il l'emporte avec 52 % des suffrages³.

Acteurs de la Révolution orange

Les acteurs de la Révolution orange sont nombreux. On peut les diviser en plusieurs groupes : le gouvernement et ses alliés politiques, l'opposition, les ONG, les acteurs extérieurs (Russie, États-Unis et Union européenne), les « oligarques » soutenant le pouvoir ou l'opposition, et les leaders religieux.

Le pouvoir et son camp comprenaient un groupe hétérogène d'acteurs politiques et économiques dont les objectifs divergeaient sur un grand nombre de points. Le seul but qui les réunissait tous était de préserver le *statu quo* et de transférer le pouvoir au successeur désigné par le président Koutchma. Le pouvoir ukrainien était alors incarné par celui-ci, suspecté d'être impliqué dans l'assassinat du journaliste Gongadze et affaibli par un scandale de vente d'armes suspectes à l'Irak.

Son candidat successeur désigné était le Premier ministre Viktor Ianoukovitch, considéré comme le représentant de l'Ukraine de l'Est, russophone et russophile.

3. Il a gagné avec 2,2 millions de voix d'avance sur les 28 millions de votants.

Le chef de l'administration présidentielle Viktor Medvedtchouk, représentant les intérêts des « oligarques » de Kiev, était un allié de circonstance de Ianoukovitch. Le gendre de Koutchma, Viktor Pintchouk, défendait les intérêts des oligarques de Dnipropetrovsk et soutenait Ianoukovitch. Plus que les autres il était intéressé à la victoire du successeur désigné, car en cas d'échec il pouvait perdre son immense fortune accumulée sous l'ère Koutchma. Parmi d'autres oligarques pro-Ianoukovitch figure le milliardaire Rinat Akhmetov, représentant le clan de Donetsk.

Le Parti communiste ukrainien de Petr Simonenko a soutenu Ianoukovitch en contrepartie de l'orientation sociale de sa future politique. En 2004 Viktor Ianoukovitch, au poste de Premier ministre, a doublé le montant des retraites. Par ailleurs, le Parti communiste, plus enraciné dans l'Est industriel et minier, votait dans tous les cas pour Ianoukovitch, alors que l'Ouest, agraire et historiquement anticommuniste (pour cause d'antisoviétisme des Ukrainiens de l'Ouest considérant l'URSS comme la puissance d'occupation), était plutôt favorable aux « orange ».

Les Russes d'Ukraine et les Ukrainiens russophones (russifiés, diront certains) concentrés au sud et à l'est du pays soutenaient Viktor Ianoukovitch, qui leur avait promis la double nationalité (avec la Russie) et le statut de langue officielle pour le russe au même titre que l'ukrainien.

Les autorités russes et Vladimir Poutine en personne soutenaient Ianoukovitch, qui incarnait aux yeux du Kremlin la continuité du régime Koutchma. Ce dernier avait effectué un remarquable rapprochement avec Moscou après l'arrivée de Poutine au pouvoir.

L'opposition n'était pas moins hétérogène que le camp du pouvoir. Le slogan qui les a réunis, « *Koutchma get'!* » (« Koutchma dehors »), s'appliquait également à son successeur désigné, Viktor Ianoukovitch. Le parti de l'ancien Premier ministre Viktor Iouchtchenko « Notre Ukraine » constituait la force centrale de l'opposition. Écarté du pouvoir en 2001, le souverainiste⁴ (considéré par d'autres observateurs comme proche idéologiquement des chrétiens-démocrates européens) Iouchtchenko avait promis de « revenir » au pouvoir. À l'issue des élections législatives de 2002, son parti a constitué à la Rada un influent groupe parlementaire. Le « Bloc de Ioulia Timochenko » était l'allié le plus proche de Iouchtchenko. Charismatique et populaire, ancienne vice-Premier ministre, Timochenko incarnait la nouvelle Ukraine, l'Ukraine d'entrepreneurs et de la classe moyenne, de tous ceux qui ont réussi mais qui souhaitent aller plus loin dans la direction de l'UE. Les socialistes d'Alexandre Moroz sont devenus des alliés de circonstance de Iouchtchenko. Ils voulaient un changement de régime. Réunis autour du russophobe Andreï Chkil, les nationalistes ukrainiens regroupés dans une demi-douzaine de

4. Ici, le terme « souverainiste » est utilisé dans le sens de la prise de distances avec la Russie.

partis radicaux⁵ soutenaient également Viktor Iouchtchenko, considéré par eux comme un candidat antirusse.

Quelques oligarques se sont reconvertis en hommes politiques, tels Petro Porochenko, David Jvania, Evgueni Tchervonenko et Leonid Tchernovetski. Ils ont misé sur le succès de Viktor Iouchtchenko. Certains d'entre eux le soutenaient depuis 2002. Iouchtchenko était également épaulé par l'électorat de l'ouest et du centre du pays, moins russifié et généralement opposé à la Russie.

L'opposition a pu compter sur l'aide des ONG et fondations occidentales « spécialisées » en révolutions de velours telles Freedom House et la fondation Open Society Institute de George Soros, mais aussi des *think tanks* américains comme le National Democratic Institute (NDI), dépendant du Parti démocrate, ou encore l'International Republican Institute (IRI), lié au Parti républicain. Ces organisations avaient de nombreux relais sur place parmi lesquels figure l'acteur le plus important – le mouvement étudiant Pora. Au-delà de cette influence indirecte, les États-Unis et l'Union européenne ont utilisé des canaux officiels pour exercer une forte pression afin que les élections se déroulent honnêtement. Le président polonais Aleksander Kwaśniewski et son homologue lituanien Valdas Adamkus, accompagnés de Javier Solana, ont été appelés à offrir leur médiation durant la crise de novembre 2004.

Les rivalités confessionnelles sont devenues l'un des enjeux de la Révolution orange, divisant les leaders religieux. On sait que l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou a soutenu le candidat prorusse Viktor Ianoukovitch, tandis que l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Kiev et l'Église gréco-catholique se sont rangées du côté de Viktor Iouchtchenko.

La Révolution orange a également divisé la société ukrainienne. Ainsi, la manifestation non stop à Kiev a été animée essentiellement par les étudiants et les élèves de Kiev mais aussi par les manifestants de province, ces derniers étant issus des populations rurales ou des régions à dominante agricole essentiellement de l'ouest et du centre du pays. Il semble que la classe moyenne, l'intelligentsia, les petits commerçants et les entrepreneurs de la capitale ont soutenu de façon spontanée les manifestants, soit en se joignant périodiquement à ces derniers, soit en leur apportant de l'aide (nourriture, boissons chaudes, hébergement). Les partisans de Ianoukovitch ont été représentés par des mineurs et des ouvriers arrivés des régions de l'Est, mais aussi des habitants de Kiev issus des groupes défavorisés tels les retraités, souvent sympathisants du Parti communiste. Il s'agissait de tous ceux qui ont bénéficié de la politique sociale de Viktor Ianoukovitch consistant en

5. Congrès des nationalistes ukrainiens (KUN), Parti ukrainien de la liberté (ancien SNPU), UNA et UKRP.

l'augmentation des retraites et en un soutien des entreprises déficitaires appartenant à l'État. La division de la société en termes de groupes socio-professionnels ne coïncide que partiellement avec la division ethnique et religieuse du pays que les résultats des élections ont fait apparaître. Par exemple, une partie des retraités de l'Ouest considérée comme « pro-orange » a voté pour Viktor Ianoukovitch (Paxarev, 2005, p. 30).

Ces différents acteurs de la Révolution orange peuvent être classés selon les ordres de grandeur. Les grands pays (Russie, États-Unis) et organisations (Union européenne) agissent à l'échelle globale ou continentale. Les pays de taille moyenne (Pologne, Lituanie) agissent à l'échelle internationale, essentiellement dans l'Europe de l'Est où sont situées leurs anciennes possessions (Ukraine et Biélorussie). Les Églises agissent à l'intérieur de l'Ukraine à l'échelle nationale, mais, subordonnées à l'Église orthodoxe russe ou l'Église catholique, elles peuvent représenter leurs intérêts en les impliquant dans la crise⁶. Les partis politiques constituent des acteurs nationaux même s'ils peuvent avoir des soutiens à l'extérieur : leur caractère national est confirmé par leur base électorale située à l'intérieur de l'Ukraine. Le seul acteur qui ne s'inscrit pas vraiment dans cette hiérarchie d'ordres de grandeur : le mouvement de jeunesse Pora. À la différence de partis politiques classiques, Pora n'a jamais disposé de base électorale considérable en Ukraine : les tentatives de transformer Pora après la victoire de la Révolution orange ont échoué (note sur les résultats des élections législatives de 2006). Le mouvement ukrainien a répété l'échec politique du serbe Otpor et du géorgien Kmara. Pora est considéré généralement par Moscou comme un relais des acteurs étrangers agissant par le biais des fondations et ONG principalement américaines. En raison des similitudes, des liens et des échanges horizontaux entre Pora et d'autres mouvements de jeunesse formant l'Internationale de velours (Avioutskaa, 2005), on pourrait classer le mouvement ukrainien dans l'ordre de grandeur correspondant à l'échelle globale ou internationale. L'étude de ce mouvement constitue la clef de compréhension du mécanisme interne de la Révolution orange.

Le rôle de Pora dans la révolution

L'organisation étudiante Pora a joué un rôle significatif dans la Révolution orange. Les experts russes l'ont immédiatement qualifiée de clone ukrainien du mouvement serbe Otpor et de l'organisation géorgienne Kmara. Les similitudes

6. Ainsi, le président Koutchma dans son dernier livre évoque « certains hiérarques » de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou, l'Église la plus importante de l'Ukraine, qui « ne dissimulent pas leur déception par l'existence même de cet État » l'[Ukraine] » (Kučka, 2003, p. 490-491).

de méthodes et de stratégie ont fait penser que ces trois structures ont été créées à partir d'un même vivier. Pour le Kremlin, aucun doute n'était plus permis : une série d'organisations téléguidées par les ONG et fondations occidentales travaillaient pour limiter l'influence russe dans l'espace postsoviétique. L'arrestation du militant d'Otpor Alexandar Marić à l'aéroport de Kiev et son renvoi à l'étranger ont révélé aux yeux du grand public les liens entre les consultants serbes et les « révolutionnaires orange ».

Naissance de Pora

À la fin des années 1980, les étudiants ukrainiens se sont mobilisés pour la première fois dans le cadre d'un mouvement ukrainien indépendantiste – le Roukh. Dans les années 1990, ces étudiants ont confirmé à plusieurs reprises leur « potentiel de mobilisation ». Ils ont été dans les premiers rangs lors des manifestations massives dénonçant la présumée implication du président Koutchma dans l'assassinat du journaliste Gongadze⁷. À l'époque, un Comité public ukrainien Za Pravdou (« Pour la vérité ») a encadré ce mouvement de protestation. Le 9 mars 2004, la campagne civile Pora a été fondée à Kiev par un groupe de militants. La nouvelle structure a réuni plusieurs ONG et mouvements de jeunesse⁸. Agissant au niveau

7. Le journaliste ukrainien d'origine géorgienne Gueorgui Gongadze (1969-2000), rédacteur du journal sur Internet *Oukraïnskaïa Pravda*, fondé en avril 2000, a été connu pour ses critiques violentes de la politique du président ukrainien Leonid Koutchma. En septembre 2000, Gongadze a été enlevé à Kiev. Son corps décapité a été retrouvé en novembre 2000 dans une forêt aux environs de Kiev. Le leader du Parti socialiste Alexandre Moroz a rendu publics les enregistrements audio réalisés par un officier de la garde présidentielle, Nikolaï Melnitchenko. Selon ces enregistrements, Leonid Koutchma aurait demandé au ministre de l'Intérieur, Youri Kravtchenko, de « liquider » Gueorgui Gongadze. Sur un autre enregistrement, Kravtchenko a fait savoir à Koutchma que « le travail avait été fait ». Les experts européens et américains ont reconnu l'authenticité des enregistrements. Les autorités ukrainiennes ont affirmé que ces enregistrements ont été fabriqués. Melnitchenko s'est réfugié aux États-Unis et a offert ses enregistrements aux autorités américaines qui les ont rendus publics. Après la victoire de la Révolution orange, Viktor Iouchtchenko a déclaré que l'identification des assassins de Gongadze serait pour lui « une affaire d'honneur ». En mars 2005, le témoin principal de cette affaire, Youri Kravtchenko, s'est suicidé. Leonid Koutchma a été entendu à plusieurs reprises comme témoin sans être mis en examen. L'affaire Gongadze a réussi à mobiliser l'opposition et l'opinion publique contre le président Koutchma, présenté comme « pourri » et « impliqué dans des assassinats politiques ».

8. La Jeunesse chrétienne démocrate d'Ukraine (HDMU), les organisations Zarevo et Moloda Prosvita, l'Union de jeunesse ukrainienne (SUM), l'Association des étudiants en droit et la coalition d'ONG « Liberté du choix ».

local ou régional, plus de 150 organisations lui ont apporté un soutien financier considérable. Travaillant pour le renforcement de la société civile, ces ONG étaient depuis longtemps financées par des fondations occidentales, notamment par Freedom House, la fondation Open Society Institute de George Soros, le National Democratic Institute (NDI) ou l'International Republican Institute (IRI).

Le nom même du mouvement a été emprunté à Otpor. Le mot d'ordre du mouvement serbe, *Vreme Je* (« C'est le moment ! »), était censé mobiliser l'opinion publique à voter contre Slobodan Milošević. Au printemps 2004, les méthodes de Pora ont été testées pour la première fois lors de la tenue d'élections municipales dans une petite ville de Transcarpatie : Moukatchovo. Le pouvoir, selon son habitude, a exercé une forte pression en mobilisant les ressources administratives en violation de la loi électorale. Cependant, l'intervention des activistes de Pora a attiré l'attention des médias ukrainiens sur les conditions du déroulement de ce scrutin local⁹. Toute l'Ukraine a été informée des péripéties des élections de Moukatchovo. Un observateur ukrainien, Vladimir Fessenko, a compris l'enjeu de ce scrutin. Il a remarqué le « danger de la répétition du "scénario de Moukatchovo" aux élections présidentielles » (Pogrebinskij, 2005, p. 200).

De mai à juillet 2004, Pora est directement intervenu pour perfectionner ses méthodes de contestation des résultats lors d'élections partielles dans trois régions ukrainiennes. En août, plus de 300 activistes ont été formés dans un centre de formation en Crimée (Kas'kiv, Čupryna, Bezverha et Zlotariov, 2005). En septembre, Pora comptait désormais 72 centres régionaux, 150 groupes mobiles, 400 groupes mobiles d'information et plus de 30 000 membres.

Campagne et stratégie

D'après Andreï Ioussov, l'un des leaders de Pora, il était question dès le début de « créer en Ukraine non seulement un parti ou une organisation publique, mais surtout une ambiance propice à la formation d'une société civile » (*Nezavissimaïa Gazeta*, 10 juin 2005). Logiquement, la campagne de Pora visait à transformer la société civile en un réel acteur capable d'influencer le processus électoral. L'objectif principal du mouvement était d'« assurer la tenue d'élections démocratiques » au moyen d'une « campagne d'information et de mobilisation » à l'échelle nationale. Cette mobilisation devait se poursuivre jusqu'à ce que « les résultats des élections soient officiellement reconnus par tous les participants au processus

9. Une campagne de presse a été organisée par Pora à l'échelle nationale pour tester le potentiel de l'opinion publique ukrainienne.

électoral et par les organisations internationales (OSCE, Conseil de l'Europe) ». La campagne se déclinait en deux étapes successives. D'abord, il fallait « diminuer le nombre d'abstentionnistes, lutter contre la censure et fournir aux électeurs une information objective ». Puis, des actions de protestation massive étaient envisagées pour « contester les résultats des élections » (*Nezavissimaïa Gazeta*, 10 juin 2005).

Les membres de Pora se sont inspirés de l'expérience slovaque et serbe et ont fait intervenir des experts en technologies électorales comme le Serbe Aleksandar Marić d'Otpor. Ils ont également privilégié l'emploi de nouvelles technologies tels l'Internet et les SMS, qui ont servi de vecteurs d'information immédiate. Les objectifs à long terme visés durant les élections présidentielles par les militants étaient « le développement démocratique de l'Ukraine, la mise en œuvre de réformes structurelles, la mise en place du pouvoir transparent et le choix euro-atlantique pour le pays » (*Nezavissimaïa Gazeta*, 10 juin 2005).

En octobre 2004, plus de 300 de militants de Pora ont été arrêtés par la police. L'objectif des autorités était d'intimider les membres du mouvement. La police perquisitionna les locaux de Pora et trouva des explosifs (déposés à l'insu des militants par la police). Les « affaires » criminelles furent fabriquées de toutes pièces pour compromettre plusieurs activistes.

Le consultant serbe Aleksandar Marić, qui prit une part active à la préparation de la Révolution orange, a expliqué la stratégie de Pora. Selon lui, il était impossible de mener la campagne sur tous les fronts dans un pays de 603 700 kilomètres carrés comptant une population de 47 millions d'habitants. Pour Marić (Marić, 2004-2005), il était inutile de s'investir sur les régions de l'Est (où l'électorat était largement acquis à Ianoukovitch) et de l'Ouest (où, de toute façon, la population soutenait massivement Iouchtchenko). Il conseilla par conséquent de concentrer tous les efforts sur le centre du pays, où il était encore possible d'augmenter la part d'électeurs favorables à Viktor Iouchtchenko.

À l'instar de la Slovaquie et de la Serbie, les activistes de Pora ont bien compris l'importance des outils fondés sur l'utilisation de la musique dans la propagation des messages de l'opposition. Durant la campagne électorale, des dizaines de concerts furent organisés pour les jeunes dans les principales villes du pays. La musique accompagna en point d'orgue la Révolution orange. Dès que les manifestations commencèrent dans le centre-ville de Kiev, un concert du rock marathon fut lancé sur une place à proximité des tentes. Son nom, *Pora svobody* (« C'est le moment pour la liberté »), popularisait le mouvement et permettait de diffuser les mots d'ordre de campagne.

Un partage du travail a été organisé pour mieux propager le message du mouvement. Ainsi, Pora se voyait attribuer le rôle de porteur d'un message « négatif ». Ses activités consistaient principalement en la critique de Ianoukovitch.

Une autre structure, Znaïou (« Je sais »), diffusait parallèlement un message « positif », expliquant pourquoi le programme de l'opposition était bon (*Itoqui*, 20 décembre 2004).

Financement de Pora

Dans leur rapport faisant le bilan annuel de Pora, les militants reconnaissent que les ONG occidentales – German Marshall Foundation (USA), Freedom House (USA) et International Development Agency (Canada) – ont financé la formation d'activistes. Cependant, ils ont admis avoir reçu de ces fondations un montant d'argent relativement modeste – 130 000 euros. À la différence d'Otpor et de Kmara, leur mouvement, affirment les militants, était essentiellement financé par des sources intérieures, notamment par des chefs d'entreprise qui dans leur jeunesse avaient participé au mouvement étudiant au début des années 1990. Le financement a été souvent indirect, lorsque les entreprises prenaient en charge l'impression de tracts, la fabrication d'autocollants, l'acheminement des tracts et des affiches et le coût des communications téléphoniques¹⁰. Son montant a été évalué à plus de 5 millions d'euros. Par ailleurs, Pora a dépensé en espèces durant la campagne électorale 1,2 million d'euros, dont 60 % ont été destinés directement à la logistique d'appui à la Révolution orange (Kas'kiv, Čupryna, Bezverha et Zlotariov, 2005).

Les sources russes ont cité abondamment les représentants du Département d'État américain, selon lesquels, pendant deux ans, l'opposition ukrainienne aurait reçu 65 millions de dollars. Au travers de l'USAID, les fonds émanant du Budget américain auraient été utilisés pour « élargir l'implication des citoyens » dans le processus politique. Il s'agissait de contribuer à la formation de la société civile en Ukraine. Dans ce but, il aurait été dépensé 13,9 millions de dollars en 2003 et 13,8 millions de dollars en 2004¹¹. Ainsi, selon un membre républicain du Congrès

10. Il est difficile d'identifier les personnes et les entreprises qui ont payé les concerts et la logistique. Les militants affirment qu'ils ont été pris en charge spontanément par des hommes d'affaires de Kiev favorables à la démocratisation et à la libéralisation du pays. Toutefois, il est plus probable que ces manifestations ont été prises en charge par les « oligarques » du camp « orange » qui ont financé par ailleurs la campagne électorale de l'opposition. Les sondages ont été financés par les ONG et fondations américaines. Les responsables du Département d'État ont reconnu à maintes reprises que des millions de dollars avaient été alloués pour l'organisation des élections démocratiques en Ukraine. Le NED a payé entre autres l'organisation des sondages à la sortie des urnes et la formation d'une partie des juges de la Cour constitutionnelle, dont le rôle sera décisif pendant la Révolution orange (Pogrebinskij, 2005).

11. La sous-secrétaire d'État Paula J. Dobriansky a fait savoir en décembre 2004 que les États-Unis ont dépensé 13,8 millions de dollars afin de soutenir l'organisation des élections libres, honnêtes et transparentes en Ukraine (Dobriansky, 2004).

américain, Ron Paul, des millions de dollars auraient été transférés par l'USAID pour le projet de la Freedom House, l'« initiative de coopération polono-américano-ukrainienne » (Ron, 2004). Lorne Craner, président de l'International Republican Institute (IRI) et ancien haut-responsable du Département d'État, aurait déclaré que les États-Unis ont versé des fonds pour l'opposition orange par le biais du Centre Carnegie et de la fondation Evrazia (Kelley, 2004). L'IRI aurait pris en charge le voyage de Iouchtchenko à Washington en février 2003 et aurait organisé une série de rencontres avec le vice-Président Dick Cheney, le secrétaire d'État adjoint Richard Armitage et des membres du Congrès (Kara-Murza, 2005, p. 313).

Un large soutien international a permis d'ailleurs de préparer au mieux la campagne en choisissant pour la situation ukrainienne des éléments expérimentés auparavant par d'autres révolutions de velours. Déclaré *persona non grata* en Ukraine, le Serbe Aleksandar Marić n'était pas le seul étranger contribuant directement à la préparation de Pora. Un activiste slovaque, Pavol Demeš, qui a été l'un des fondateurs de OK-98, a aidé à l'élaboration de la stratégie du mouvement ukrainien. Par ailleurs, les leaders de Pora reconnaissent dans leur rapport « avoir bénéficié des expériences de leurs collègues de Solidarnosc (Pologne) et de Kmara (Géorgie) ». En mars 2004, Pora a signé une déclaration de partenariat avec le leader du mouvement biélorusse Zoubre, Vlad Kobets, dont les représentants sont venus à Kiev en novembre 2004 pour « appuyer personnellement » la Révolution orange (Kas'kiv, Čupryna, Bezverha et Zlotariov, 2005, p. 14).

En septembre 2006, l'oligarque russe Boris Berezovski a déclaré depuis son exil à Londres qu'il avait financé à partir de l'année 2003 l'opposition « orange ». Il a affirmé qu'il avait effectué plusieurs virements à des membres de l'entourage proche de Viktor Iouchtchenko. Le montant total de ses « donations » dépassait 20 millions de dollars américains. Le Parlement ukrainien a créé une commission d'enquête pour vérifier si Iouchtchenko avait bénéficié de ce financement. Les membres de la commission parlementaire se sont rendus à Londres pour interroger Boris Berezovski. Après plusieurs mois d'investigations la commission a constaté que ces versements n'ont pas été réalisés directement à Viktor Iouchtchenko (*Dosvitni ogni* (Kiev), n° 3 (214), janvier 2006 ; *Nezavissimaïa Gazeta*, 14 septembre 2006, 14 mars 2006).

L'action de Pora pendant la Révolution orange

Après le deuxième tour, le mouvement ukrainien a été à l'origine d'une longue série de manifestations dans le centre de Kiev. Le 22 novembre, ses activistes sont sortis dans la rue en scandant deux slogans qui deviendront les mots d'ordre de la révolution : « La liberté ne peut pas être arrêtée ! » et « Nous sommes nombreux – on ne peut pas nous vaincre ! ».

Les militants de Pora étaient présents partout. Ils bloquaient les institutions gouvernementales, maintenaient l'ordre dans le campus de tentes et distribuaient les tracts. Entre le deuxième et le troisième tour, Pora a organisé un « convoi d'amitié » composé de 50 voitures. Il a parcouru plus de 3 700 kilomètres dans le centre, le sud et l'est du pays. Les auteurs du rapport sur la Révolution orange ont noté que « l'engagement civil des leaders et des milliers d'activistes de Pora a donné naissance à un nouveau chapitre de l'histoire ukrainienne » et que les militants ont « servi d'exemple à des centaines de milliers de personnes participant à la Révolution orange ».

En juin 2005, le parti Pora a été enregistré officiellement auprès des autorités administratives, en vue des élections législatives de mars 2006. Pora s'est heurté aux mêmes problèmes qu'Otpor face aux partis politiques traditionnels ayant une longue expérience politique. À l'instar d'Otpor, le parti Pora est resté une force politique marginale, les électeurs l'ayant vu comme un mouvement trop « révolutionnaire » pour représenter leurs intérêts à la Rada. Comme les 35 partis qui n'ont pas dépassé la barre de 3 %, Pora n'est pas représenté au Parlement. Toutefois, certains candidats de Pora ont conquis une vingtaine de mairies et obtenu près de 400 mandats de conseillers municipaux. Dans certaines villes, Pora a obtenu des résultats honorables, comme à Kiev où il est arrivé en 4^e position (8,51 %). En dépit de ses résultats, le parti Pora a été dissous peu après les élections et ses députés ont intégré des groupes formés par les partis « orange ».

Dans le même temps, il était question de créer, sur la base de Pora, un « Centre international pour le soutien des démocraties en transition ». Son objectif était de « réunir le savoir-faire et l'expérience des mouvements démocratiques de la région ». Le centre visait à transformer l'Ukraine en leader régional en matière d'assistance de démocratisation. Dans la liste des priorités figurent la Biélorussie, la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et la Moldavie. En juin 2005, Andreï Iousov a indiqué que Pora travaillait déjà avec des mouvements étudiants russes. Les militants ukrainiens projetaient de leur transmettre leurs méthodes et leur expérience organisationnelle (*Itogui*, 20 décembre 2004).

Implication des États-Unis

Plusieurs experts ukrainiens et russes croient en l'implication d'un groupe composé d'anciens ou actuels décideurs américains, originaires de l'Europe centrale, dont les plus importants sont Zbigniew Brzezinski et Madeleine Albright¹².

12. La sous-secrétaire d'État Paula J. Dobriansky est un autre acteur de ce groupe promouvant les intérêts de l'opposition « orange » auprès de l'administration américaine. Elle est une représentante de la diaspora ukrainienne, très influente aux États-Unis et au Canada. Cette

Le premier est né dans une famille de diplomates polonais qui se sont réfugiés au Canada. Il a fait une brillante carrière dans l'administration américaine, occupant le poste de conseiller de la Défense nationale du président Carter. Depuis trente ans, Zbigniew Brzezinski participe à la définition de la politique étrangère des États-Unis par le biais des *think tanks* auxquels il collabore. Quant à Madeleine Albright (son nom de naissance est Marie Jana Korbelová), elle est née en Tchécoslovaquie, que sa famille a dû fuir après l'occupation allemande en 1938. Albright a été secrétaire d'État du président Clinton. Elle est intervenue directement dans la gestion de la crise yougoslave en 1998-1999. Il semble aussi qu'elle ait reconsidéré la relation de la Maison-Blanche avec le président Leonid Koutchma. Après la fin de sa carrière diplomatique en qualité de secrétaire d'État sous Clinton (1997-2001), Madeleine Albright a continué à s'intéresser à la politique est-européenne. L'ancien président tchèque Vaclav Havel a suggéré au moment de prendre sa retraite en 2002 qu'Albright aurait pu le remplacer. Actuellement, elle préside le National Democratic Institute, très engagé dans le soutien des révolutions de velours à l'est de l'Europe.

Zbigniew Brzezinski est souvent accusé, à tort ou à raison, d'être un « agent d'influence » polonais au sein de l'administration américaine œuvrant pour l'instauration de l'influence de Varsovie en Ukraine au détriment des intérêts russes¹³.

Américaine d'origine ukrainienne (de troisième génération) appartient à la mouvance néoconservatrice. Par le passé, elle a travaillé pour le compte du National Endowment for Democracy (NED) et de la Fondation Freedom House, qui figurent sur la liste des financeurs des « révolutions de velours » en Serbie, en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan. Son père, Lev Dobriansky, le professeur en économie à l'Université de Georgetown, s'est fait connaître comme un des partisans les plus fervents de la guerre froide et a défendu le dossier ukrainien auprès de l'administration Reagan. Ainsi, il a réussi à installer la statue d'un patriote ukrainien, à Washington, près de Dupont Circle. En décembre 2005, Mme Dobriansky a été envoyée par l'administration américaine pour assister au congrès fondateur de la Communauté du Choix démocratique, fondée sur l'initiative de la Géorgie et l'Ukraine. Attentif à l'évolution politique de l'Ukraine, George W. Bush a adressé aux membres de la Communauté un message de soutien : « L'Amérique sera à vos côtés lorsque vous continuerez à faire avancer la démocratie et la sécurité. »

13. Zbigniew Brzezinski (né en 1928 à Varsovie) est fils d'un diplomate polonais qui était en poste à l'ambassade polonaise au Canada depuis 1938. Après le début de la Seconde Guerre mondiale, sa famille est restée au Canada. Naturalisé américain en 1958, Brzezinski a fait une carrière politique brillante dans l'administration américaine, occupant le poste de conseiller à la Défense nationale du président Carter dans les années 1970. Il a été à l'origine de la « seconde guerre froide » lancée contre l'URSS à partir de 1979. Qualifié de « *hardliner* », il est considéré comme l'un des faucons de l'administration américaine. Marié à la fille du dernier président tchécoslovaque d'avant la Seconde Guerre mondiale Benes, Emilie Anna Benes, Zbigniew Brzezinski est resté très impliqué dans la politique de l'Europe de l'Est.

En 2001, un soi-disant « Plan Brzezinski » a été révélé par un site semi-officiel du pouvoir russe. La paternité de ce document aurait été attribuée à Gleb Pavlovski, spécialiste en stratégie électorale à la solde du Kremlin. Dans cet article, l'auteur dévoile le « Plan Brzezinski », élaboré par les fondations et organisations qui travaillent en Ukraine et se trouvent sous l'influence idéologique de Zbigniew Brzezinski. Ce « plan » comporte trois parties. La première a pour objectif l'affaiblissement de Leonid Koutchma par le biais de la création de scandales et l'émergence de l'image positive de son Premier ministre d'alors Viktor Iouchtchenko. Pour cela, Koutchma a été accusé par les médias occidentaux d'avoir vendu des armes à l'Irak et d'avoir commandité l'assassinat du journaliste Gueorgui Gongadze. Dans le même temps, pour ne pas être associé au « pouvoir pourri », Viktor Iouchtchenko a démissionné en mai 2002 et s'est placé à la tête de l'opposition. La deuxième étape prévoyait la disqualification de rivaux potentiels de Iouchtchenko : Viktor Medvedtchouk, Alexandre Moroz et Sergueï Tshipko. La troisième étape devait voir l'émergence d'un « conflit dirigé » entre Russie et Ukraine dans le but « de bloquer le développement de la Russie et d'assurer la domination des États-Unis et de la Pologne en Europe de l'Est et en Eurasie » (Panarin, 2003).

Un autre acteur de la démocratisation de l'Europe centrale est le milliardaire philanthrope américain d'origine hongroise George Soros. Ses fondations, notamment Open Society, ont été mentionnées comme des organisateurs de toutes les « révolutions de velours » de Bratislava à Bichkek. Il convient cependant de nuancer ce propos car il ne s'est pas agi de financer directement ces révolutions, mais plutôt de préparer l'action de futurs cadres. Soros n'est pas directement lié à l'administration américaine, notamment à la dernière qu'il n'a cessé de critiquer pour le déclenchement de la guerre en Irak. Or, ses actions peuvent s'inscrire aisément dans les programmes de démocratisation des pays est-européens en transition.

Par ailleurs, le camp « orange » est lié directement aux États-Unis. Viktor Iouchtchenko est marié à l'Américaine d'origine ukrainienne Kateryna Tchoumatchenko. Née à Chicago, cette femme a travaillé au Département d'État des États-Unis¹⁴. Les opposants de Iouchtchenko l'ont accusé d'être « agent

14. Kateryna Tchoumatchenko est née en 1961 dans une famille d'immigrants ukrainiens, envoyés pendant la Seconde Guerre mondiale pour le travail obligatoire en Allemagne nazie et partis pour les États-Unis en 1956. Diplômée de la très prestigieuse Université Georgetown, elle a travaillé successivement à la Maison-Blanche, au Département d'État et au ministère des Finances sous Ronald Reagan et George Bush senior. Au sein du Département d'État, Tchoumatchenko a occupé un poste dans le Bureau des droits de l'homme. En 1991, elle s'est installée à Kiev où elle a travaillé pour KPMG, la société d'audit américaine mondialement connue. Tchoumatchenko a connu Viktor Iouchtchenko lorsqu'il faisait partie d'une délégation de

d'influence » de Washington en Ukraine. Plusieurs personnes de l'entourage proche de Iouchtchenko sont également liées aux États-Unis. Ainsi, au début des années 1990, son ministre de la Défense nationale, Anatoli Gritsenko, a été formé dans des établissements d'études supérieures de l'US army. Son ministre de la Justice, Roman Zvaritch, est né aux États-Unis en 1953 où il a été diplômé d'une université. Il vit en Ukraine depuis 1991 et a été naturalisé ukrainien en 1995 (Rudić, 2005).

L'analyste ukrainien Vladimir Malinkovitch tente d'« analyser » les débuts de la discréditation massive de l'Ukraine en remontant à la publication des « enregistrements de Melnitchenko », selon lesquels Leonid Koutchma aurait donné l'ordre de liquider le journaliste Gueorgui Gongadze. L'officier du service de sécurité ukrainien Melnitchenko demanda aux États-Unis l'asile politique. Malinkovitch note que « Melnitchenko réserva ses premières interviews exclusivement à la rédaction ukrainienne de la radio américaine Svoboda ("Liberté"), dirigée alors par Roman Kupchinsky ». Ce dernier est un « Ukrainien Américain influent disposant de liens dans les cercles politiques américains, notamment le Parti démocrate dont est proche Zbigniew Brzezinski ». Pour lui, l'unification de l'opposition de droite et du Parti socialiste de Moroz aurait été élaborée aux États-Unis. La mise en œuvre de la « révolution orange » est devenue possible grâce à l'interaction entre les « faucons » du Parti démocrate, les diasporas ukrainienne et polonaise, le lobby des démocrates au Département d'État, les services de renseignement, le grand syndicat AFL-CIO (American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations), soutenant le Parti démocrate, et Freedom House, liée à ce syndicat.

Il rajoute que Freedom House est présidée par Adrian Karatnycky¹⁵, qui a été un ami proche et « *junior partner* » de Roman Kupchinsky. Ce n'est pas un hasard si Hillary Clinton, qui joue un rôle important dans le Parti démocrate, a demandé récemment d'accorder le prix Nobel de la paix à Viktor Iouchtchenko. Malinkovitch souligne le rôle clé que Mykola Tomenko, le directeur de l'Institut de la politique, financé par Freedom House, a joué dans l'organisation des « actions oranges » sur la place de l'Indépendance à Kiev. Tomenko a été nommé par Iouchtchenko au poste de vice-Premier ministre, responsable des questions humanitaires. Quant à Anatoli Gritsenko, celui-ci était responsable du service d'analyse dans l'équipe

fonctionnaires de la Banque centrale ukrainienne qu'elle a accompagnée à Chicago. Ils se sont mariés en 1998, elle lui a donné trois enfants. On affirme qu'elle n'a été naturalisée ukrainienne qu'en 2005, après la victoire de son époux aux élections présidentielles (*The Wall Street Journal*, 27 décembre 2004).

15. Adrian Karatnycky a été président de la Freedom House entre 1996 et 2003. Actuellement, il est conseiller et chercheur dans cette fondation. Adrian Karatnycky est également membre du Council on Foreign Relations.

de Iouchtchenko. Gritsenko a dirigé le Centre ukrainien des études économiques et politiques dont les programmes auraient été financés par des fondations occidentales. Le centre de Gritsenko a organisé des sondages à la sortie des urnes au deuxième tour. Selon ce sondage, Iouchtchenko aurait gagné les élections avec 11 % de plus que son rival. Ces 11 % ont mobilisé les partisans du candidat « orange » et sont devenus le mot d'ordre de l'opposition sur la place de l'Indépendance. En 2005, Anatoli Gritsenko a été nommé ministre de la Défense (Pogrebinskij, 2005, p. 58).

D'autres experts n'hésitent pas à développer cette vision, selon laquelle la révolte « orange » a été téléguidée depuis l'étranger. Ils parlent du « projet Soros » prévoyant la formation de l'« empire est-européen », lequel devra « prendre au Vieux Monde et à la Russie le relais de la domination sur l'Eurasie »¹⁶. Dans le même sens, Dmitri Kondrachov reprend le terme « baltisation de l'Union européenne », introduit par le parlementaire russe Konstantin Kossatchev et signifiant la croissance de l'influence des Pays baltes sur la politique étrangère européenne. Kondrachov épouse la théorie du complot chère aux cercles nationalistes russes qui expliquent les malheurs de la Russie par la main invisible de l'Occident : « En fait, après le processus de la baltisation, l'Union européenne est devenue une organisation supra-ethnique agressive. Les pays postsoviétiques revanchards y jouent le rôle clé. Ils sont soutenus par les États-Unis et les pays de droite libérale de l'Europe. » L'objectif de l'élargissement de l'UE a été la « formation des centres à partir desquels les USA pourront réaliser leur hégémonie et la propagation des standards idéologiques et politiques du “monde unipolaire” sur les pays environnants ». Cette propagation se fera dans deux directions : « vers l'Est – vers la CEI –, mais aussi vers l'Ouest – vers les pays de Vieille Europe –, s'opposant à la domination des États-Unis » (*Rosija i sanitarnyj kordon*, 2005, p. 177). Le directeur des programmes russes au Conseil allemand de la politique étrangère, Alexandre Rare, explique l'activisme de l'Europe orientale : « Ces nouveaux membres de l'Union européenne – les Polonais, les Baltes, les Tchèques, les Hongrois – veulent prendre leur revanche et rétablir une justice historique. La génération des enfants de ceux qui ont été éliminés dans les camps staliniens vit dans ces pays... Ils veulent devenir des architectes du nouvel ordre mondial qui doit confirmer le rôle de la Russie comme le pays qui a perdu la guerre froide » (*Rosija i sanitarnyj kordon*, 2005, p. 177). Dmitri Kondrachov en déduit que, « à la suite du renforcement de l'influence américaine et de l'idéologie de droite sur la politique de l'UE, le rôle de l'Allemagne et de la France correspond aujourd'hui à celui de pays bannis ». Il tente d'appliquer la doctrine de Brzezinski au couple

16. Telle est la vision des experts de l'Agence d'information Regnum (*Rosija i sanitarnyj kordon*, 2005, p. 60).

franco-allemand : selon la doctrine Brzezinski, « la Russie doit être “refoulée à la périphérie de l’Eurasie” ; la doctrine Bush doit refouler la France et l’Allemagne à une autre périphérie du continent eurasiatique, dans l’arrière-cour de l’empire est-européen régi par l’idéologie nationale-démocrate » (*Rosija i sanitarnyj kordon*, 2005, p. 182-183).

La théorie du complot est à nouveau à la mode au sein d’une partie des analystes russes et ukrainiens. Elle simplifie la réalité géopolitique en faisant croire que des forces obscures veulent affaiblir et démanteler la Russie. Malgré le caractère fantaisiste et ouvertement exagéré de ces thèses, elles trouvent un écho auprès d’un certain public, nostalgique du passé soviétique, et constituent une partie du paysage postsoviétique actuel.

Rivalités à l’échelle globale : États-Unis et Russie

Certains observateurs considèrent qu’un simple coup de téléphone de l’adjoint du secrétaire d’État américain Richard Armitage à Viktor Ianoukovitch a décidé de l’issue de la « révolution orange ». La crise s’est aggravée après la tenue d’une réunion, à Severodonetsk, au cours de laquelle les gouverneurs des régions de l’Est ont annoncé leur intention de créer une « région autonome ». Dans cette conversation téléphonique historique, Armitage aurait expliqué à Ianoukovitch que les États-Unis seraient catégoriquement opposés à tout projet séparatiste en Ukraine pouvant conduire à la scission du pays (Pogrebinskij, 2005, p. 97).

La lecture de la révolution orange comme étant le résultat d’une interaction de trois centres de puissance – russe, européenne et américaine – peut apporter un nouvel éclairage. Pendant la « révolution orange », l’influence politique est exercée par le biais de dizaines de canaux formels et informels.

La diplomatie transformationnelle des États-Unis

Pour nombre d’experts, l’action des États-Unis en faveur de l’opposition démocratique ukrainienne s’inscrit dans l’action des néoconservateurs qui défendent l’idée d’une politique étrangère américaine plus active, fondée sur le principe « *Shape the world* » (façonner le monde à l’image des États-Unis). En quelque sorte, en Ukraine il s’agissait d’une projection non-violente de cette politique réalisée en Irak sous forme d’intervention armée. Les origines de ce concept sont à rechercher dans la période Clinton. Sa secrétaire d’État Madeleine Albright a opéré une division du monde en quatre catégories d’États : les pays industriels avancés, les démocraties émergentes, les « *rogue states* » (États voyous) et les

« *failed states* » (États en faillite). La première catégorie constitue les « alliés naturels » car les démocraties, d'après l'expression de Wilson, ne peuvent pas se faire la guerre. La deuxième catégorie (démocraties émergentes) représente la cible de l'action de démocratisation : cette catégorie réunit entre autres l'Ukraine et la Géorgie. Les troisièmes (États voyous) doivent être combattus, leurs régimes sont considérés comme illégitimes. Les quatrièmes (États en faillite) doivent être aidés, comme c'est le cas de l'Afghanistan. Le but final de la politique étrangère américaine est la formation d'un environnement favorable aux États-Unis.

Dans la gestion des démocraties émergentes, la nouvelle diplomatie américaine s'inspire des derniers écrits de l'ancien dissident soviétique et ex-ministre israélien Nathan Chitcharansky (Chitcharansky, 2005). Dans une interview accordée au *Washington Times*, le président Bush a reconnu que l'ouvrage de ce dernier *Défense de la démocratie : comment vaincre l'injustice et la terreur par la force de la liberté* constituait l'« ADN de sa présidence » (Charara, 2005). Dans son livre, Chitcharansky appelle à démocratiser le monde arabe. Il croit que, pour avancer la démocratisation, tous les moyens sont bons y compris la force comme c'était le cas en Irak. Comme *Le Monde* le soulignait : « L'ancien dissident incarne la conviction partagée par les néo-conservateurs que la manière dont l'Europe de l'Est a été libérée du communisme est un modèle pour le Moyen-Orient » (*Le Monde*, 25 janvier 2005).

Cette vision s'inscrit dans celle de George W. Bush, qui annonce au début de son premier mandat que le combat pour la liberté sera au centre de sa politique étrangère. Au printemps 2005, il confirme la volonté des États-Unis d'exporter la démocratie dans les coins les plus éloignés du monde, en parlant de la « vague de la liberté » qui envahira la planète. Bush n'a pas hésité à se féliciter de la Révolution des roses en Géorgie (2003), de la Révolution orange en Ukraine (2004) et de la Révolution « pourpre » à l'œuvre en Irak (élections législatives de janvier 2005), sans oublier bien sûr la Révolution des tulipes au Kirghizstan (mars 2005) et la Révolution du cèdre au Liban (manifestations antisyriniennes du printemps 2005). D'après le président américain, qui a une vision évolutionniste de l'histoire, « la liberté n'aurait depuis cessé de progresser rapidement dans le monde » (Bush, 2005) et ces révolutions ne seraient que le début d'un processus global de démocratisation. Bush souligne par ailleurs que, « partout dans le Caucase et en Asie centrale, l'espoir de changements se renforce » (Bush, 2005). Le Grand Moyen-Orient aurait vu émerger une « nouvelle génération dont les cœurs brûlent pour la liberté » (Bush, 2005). Cependant, pour mettre en œuvre ces rêves démocratiques au bénéfice de millions de personnes, il convient de conduire une « politique réaliste » et d'aider les peuples à garantir leur liberté et les jeunes démocraties à consolider leurs gains.

Le message de Bush se veut « révolutionnaire » : « Les gens dans ces pays sont courageux, leurs leaders sont déterminés, et avec notre aide ils gagneront » (Bush,

2005). Le rôle des États-Unis sera décisif également dans la période postrévolutionnaire car, « pour aider les jeunes démocraties à réussir », les Américains devront contribuer à la construction de « libres institutions pour remplir le vide formé par le changement ». Pour cela, il en appela aux ONG américaines tels l'International Republican Institute et Freedom House. L'Amérique a besoin de leurs efforts dans ce domaine car la « demande de liberté » augmente dans le monde. Les ONG doivent poursuivre leur « travail vital » pour « aider à tenir des élections libres et honnêtes » partout dans le monde. George W. Bush a confirmé que les États-Unis « encourageront la progression de la démocratie », « aideront ses progrès » et « soutiendront les nations qui l'ont choisie ». Pour George W. Bush, il ne subsiste aucun doute : la promotion de la démocratie constitue le « défi d'un nouveau siècle » et l'« appel de notre temps » (Bush, 2005).

En développant la vision « révolutionnaire » de Bush, en janvier 2006, la secrétaire d'État Condoleezza Rice introduisit un nouveau concept : « diplomatie transformationnelle ». Pour le définir, Rice s'inspira de la formule de Bush selon laquelle les États-Unis devaient « chercher à aider la croissance de mouvements et institutions démocratiques au sein de chaque nation et chaque culture dans le but de mettre fin à la tyrannie dans le monde ». Pour elle, la « diplomatie transitionnelle » consiste en un « travail avec les partenaires de l'Amérique à travers le monde pour construire et soutenir des États démocratiques fondés sur une bonne gouvernance qui répondront aux besoins de leurs peuples ». Cette diplomatie doit être fondée sur des partenariats et non sur un paternalisme, et être réalisée avec d'autres peuples et non pour eux.

La Russie face à la Révolution orange

Tous les experts, russes et occidentaux, s'accordent sur le fait que la gestion russe de la crise ukrainienne a été au mieux maladroite et au pis mauvaise. Cependant, certains analystes parmi eux estiment positive l'intervention du Kremlin. L'une des « analyses » des révolutions de velours dans l'espace postcommuniste a été donnée par le publiciste Sergueï Kara-Murza, préconisant la synthèse des idées communistes et patriotiques. Dans son ouvrage *Exportation de la révolution* (Kara-Murza, 2005), il inscrit la Révolution orange dans une longue série de révoltes et de mouvements non-violents : le soulèvement anticommuniste en Hongrie (1956), le Printemps de Prague (1968), les événements de Mai en France (1968), la « révolution » de Solidarnosc en Pologne (1980-1989), les révolutions de velours en RDA, en Bulgarie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie (1989), le renversement de Milosevic en Serbie (2000), la Révolution des roses en Géorgie (2003) et la Révolution des tulipes en Kirghizie (2005). En ce qui concerne les révolutions survenues dans l'espace postsoviétique, Kara-Murza admet qu'il

s'agit d'une « forme de changement des élites dans l'espace post-soviétique » (Kara-Murza, 2005, p. 37) car dans les trois révolutions les nouveaux leaders sont issus de l'ancienne élite (l'ancien ministre de Chevardnadze, Mikhaïl Saakachvili ; l'ancien Premier ministre de Koutchma, Viktor Iouchtchenko ; l'ancien Premier ministre d'Akaev, Kourmanbek Bakiev). Mais ces révolutions expriment également les rivalités globales car elles « ne se limitent pas au changement de l'équipe dirigeante et de l'orientation géopolitique de l'État », elles « mettent en cause la légitimité même de l'État ». Par conséquent, « l'emplacement de la source de la légitimité est transféré du territoire de cet État vers la métropole, vers le noyau du système mondial du capitalisme ». Kara-Murza rajoute qu'une telle modification de la nature même de l'État comporte une « dimension civilisationnelle » (Kara-Murza, 2005, p. 36). Pour l'auteur, il s'agit d'une stratégie américaine néocoloniale de l'élargissement de sa zone d'influence en Eurasie au détriment de la Fédération de Russie. Plus précisément, les États-Unis ont essayé de mettre en œuvre une « nouvelle technique de déstabilisation et de changement non-violent de pouvoirs dans les pays différents (soi-disant “révolutions de velours”) ou avec un recours minimal à la violence » (Kara-Murza, 2005, p. 6). Pour Sergueï Kara-Murza, « les Révolutions orange représentent une caractéristique particulière de l'espace postsoviétique ». D'après leur importance, ces événements sont comparables à la conférence de Yalta (1945) ou à la « diplomatie des canonnières » (XIX^e siècle) (Kara-Murza, 2005, p. 6).

Le scénario des révolutions de velours est composé de plusieurs étapes. Premièrement, il faut choisir une figure politique emblématique dont le charisme est susceptible d'entraîner les masses. C'est ainsi que, pour A. Tchadaev, « il ne peut exister aucun autre révolutionnaire capable de réussir qu'un démissionnaire brillant d'un très haut poste de responsabilité » (Iouchtchenko, Saakachvili, Bakiev) (Kara-Murza, 2005, p. 248). Autour de ce personnage, une coalition composée de démissionnaires d'un niveau inférieur (l'ancien vice-Premier ministre Timochenko, l'ancien ministre de la Sécurité Koulouov) doit se former. Il faut que la politique de cet opposant se distingue de façon radicale de celle du pouvoir dans le pays cible. Le leader de l'opposition doit être proche par son mode de pensée des Américains et « attaché aux valeurs démocratiques et aux idéaux de la liberté » (Kara-Murza, 2005, p. 248). Il est nécessaire qu'il soit lié de façon durable à ces valeurs, soit qu'il ait une femme occidentale (Iouchtchenko marié à une Américaine, Saakachvili à une Hollandaise), soit qu'il ait fait ses études ou ait séjourné longtemps aux États-Unis ou en Europe (Saakachvili diplômé en France et ayant travaillé dans un cabinet d'avocats new-yorkais) (Šajxutdinov, 2005). La deuxième étape du scénario est la « constitution d'une enclave où les autorités locales et les milieux influents de la population assurent au candidat orange la liberté d'action complète ». Rifat Chaïkhoutdinov explique : « Ce territoire devient une tête de pont pour la

proclamation de la prise du pouvoir par l'opposition et l'élargissement de sa zone d'influence. Les provinces occidentales et Kiev ont joué ce rôle en Ukraine, Tbilissi, en Géorgie. Le pouvoir du président élu n'est pas reconnu sur ces territoires » (Šajxutdinov, 2005) sous prétexte de fraude électorale. La troisième étape consiste en la mobilisation populaire. Pour cela, il faut « introduire dans la conscience des masses plusieurs stéréotypes simples correspondant à une formule de la vérité inébranlable : “les ennemis contre les nôtres” » (Šajxutdinov, 2005). Après avoir créé l'image de l'ennemi collectif à travers des slogans tels que « la Russie qui aurait envoyé les forces spéciales pour étouffer la Révolution orange », ou « le pouvoir corrompu qui a gangrené un pays sain », les metteurs en scène préparent les arguments historiques (comme le *Hladomor* – famine organisée par Moscou en Ukraine dans les années 1930) ou politiques (comme la mort du journaliste Gongadze assassiné et décapité sur l'ordre de Koutchma¹⁷). Enfin, pour susciter un consensus, le camp révolutionnaire utilise des symboles comme la couleur – « orange » en Ukraine¹⁸ – tout en introduisant l'idée d'une « victoire immminente ». Le site web personnel de Iouchtchenko fait défiler un bandeau présentant le décompte des jours restant pour mener le combat à son terme : « Jusqu'à la victoire de Iouchtchenko il reste... 40... 30... 5 jours. » Selon cet auteur, « on crée une ambiance de la libération, de la renaissance imminente et joyeuse de la société immédiatement après la victoire » (Kara-Murza, 2005, p. 253). Il faut également situer ce combat national dans un monde globalisé. C'est dans ce sens que Ioulia Timochenko a déclaré aux manifestants de l'opposition à Kiev : « La Révolution

17. Ainsi, la publicité électorale de Iouchtchenko à la télévision comportait le mot d'ordre : « Chaque voix pour Iouchtchenko est un “non” supplémentaire aux bandits. » Dans le même style, les manifestants devant l'ambassade ukrainienne à Moscou arboraient les pancartes : « Ianoukovitch – choix des esclaves trompés. »

18. « Le 25 octobre 2005, le groupe d'initiative civile “Lenta” a proposé aux Ukrainiens de montrer pendant la semaine précédant les élections leur position civile en ajoutant la couleur orange à leur vêtement ou à des objets qui les entourent. » Il s'agissait, selon la déclaration du groupe d'initiative civile, de montrer aux autorités qui ont privé l'opposition de l'accès aux médias la détermination des partisans « orange ». Les organisateurs ont conseillé à la population de porter des vêtements avec des éléments de couleur orange, accrocher un bandeau orange aux vêtements, au sac à main ou à l'antenne d'automobile, ou exposer ce bandeau sur une branche d'arbre, sur une poignée de la porte d'appartement, sur une entrée ou sur un lieu de travail. On pouvait également exposer sur le balcon un objet quelconque de couleur orange ou coller un morceau de papier orange sur les vitres d'appartement. Pendant les deux mois de la « révolution orange », colorer les cheveux et les barbes en orange est devenu un élément de la mode, tandis que, dans les petits commerces, des culottes et des préservatifs « orange » étaient exposés dans les vitrines (Kara-Murza, 2005, p. 230, p. 269).

orange déclenchera une épidémie de la liberté à travers le monde » (Kara-Murza, 2005, p. 253).

Mikhaïl Remizov écrit : « La révolution de velours est une révolution néocoloniale qui intègre dans le régime politique du pays cible un gène de la dépendance » (Kara-Murza, 2005, p. 259). La foule « orange » est devenue l'image du peuple ukrainien à travers l'importance des médias globaux et de la déclaration de la superpuissance mondiale – les États-Unis. « Désormais, la “nation ukrainienne” s’est constituée non seulement vis-à-vis du centre impérial [Russie] et à l’intérieur du champ impérial [États-Unis]. Les révolutions de velours doivent être expliquées non seulement par la défense de leurs intérêts par les États-Unis, mais aussi par un processus complexe de fabrication de la légitimité de l’ordre impérial mondial » (Kara-Murza, 2005, p. 259). Cette idée est développée par Rifat Chaïkhoutdinov : « Les États-Unis et l’Europe parviennent à intégrer dans le nouvel ordre impérial de nouvelles zones et pays par des moyens que les autorités russes (ukrainiennes, serbes) sont incapables de comprendre. Ils décryptent les actions de Moscou qui n’est pas en capacité de décrypter leurs actions » (Šajxutdinov, 2005). Il s’agit pour Chaïkhoutdinov d’un « nouveau mécanisme, utilisé consciemment, de la réalisation de la politique extérieure des États-Unis et de l’Europe » permettant de « s’emparer du pouvoir dans des pays postcommunistes ». Les peuples postsoviétiques ne sont plus contrôlés par les nouveaux États postsoviétiques, faibles idéologiquement et ayant perdu la lutte pour le contrôle des esprits face à l’Occident. Il est devenu possible d’« organiser une masse critique des citoyens et de canaliser son énergie pour la révolution (pour l’“assassinat de l’État”)... Dans les plus brefs délais, ont été créées les forces politiques bien organisées prêtes à renverser le pouvoir – sans aucun but social clair, sans grand projet et sans idéologie cohérente, et même sans représentation claire d’un nouveau régime arrivant à la place de celui qui en train d’être “assassiné” » (Šajxutdinov, 2005).

C’est ainsi que la Révolution orange est interprétée comme un événement exclusivement antirusse car les « révolutionnaires » ont souhaité « prouver à l’Europe et aux États-Unis que les Ukrainiens ne sont pas des Russes, et qu’ils ont renoncé définitivement à leur passé honteux », d’où « la psychose antirusse et l’antisoviétisme hypertrophié de l’électorat de Iouchtchenko » (Kara-Murza, 2005, p. 276). À en croire à Kara-Murza, « la révolution s’est appuyée sur un projet utopique que l’Ukraine a encore les chances d’intégrer l’Union européenne et l’OTAN, alors que la Russie ne le fera jamais » (Kara-Murza, 2005, p. 276).

Cette interprétation des événements « orange » peut paraître excessivement politisée, or il ne s’agit pas d’une vision qui s’explique par les idées politiques de l’auteur, Sergueï Kara-Murza, mais d’un tableau auquel adhèrent la plupart des analystes, des décideurs et des journalistes russes. Cette vision est largement partagée par la population russe et s’explique par le syndrome de traumatisme que la

séparation de l'Ukraine a provoqué en Russie. D'ailleurs, comme le souligne l'ancien président ukrainien Leonid Koutchma, les Russes ont beaucoup de mal à accepter l'existence même de la Nation ukrainienne. Il rappelle dans son ouvrage *L'Ukraine n'est pas la Russie* « que c'est l'URSS qui s'est disloquée et non pas la Russie, que les Russes et les Ukrainiens sont deux Nations distinctes et différentes ayant chacune sa propre culture, parlant deux langues bien qu'apparentées mais nettement différentes, que l'Ukraine a son passé et son avenir, son propre avenir » (Kučma, 2003, p. 11-12). Pour les Russes, « l'Ukraine constitue une partie historique intégrante de la Russie » et l'Ukraine s'est séparée par accident ; tôt ou tard, elle réintégrera la Russie (Kučma, 2003, p. 11-12). Selon Laure Mandeville, Moscou éprouve aujourd'hui encore le « plus grand mal à accepter l'existence d'une véritable identité nationale biélorusse ou ukrainienne ». Après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, « la nostalgie de l'empire disparu – sentiment très prégnant depuis la fin de l'URSS – a accouché d'une idéologie officielle qui aspire à ressusciter la puissance russe et à reprendre le contrôle des ex-Républiques soviétiques » (Mandeville, 2004, p. 249).

L'Ukraine face à la Révolution orange

Deux ans après la Révolution orange, les discussions à propos de sa signification divisent la société ukrainienne. L'ouest et le centre de l'Ukraine défendent l'idée d'une portée historique de ces événements qui ont été à l'origine d'une naissance politique de la nation ukrainienne. L'Est et le Sud voient dans le triomphe des opposants « orange » la victoire des nationalistes de l'Ouest et craignent la dégradation des relations avec la Russie. Cette division du pays en deux parties est certifiée par Samuel Huntington dans son ouvrage *Le Choc des civilisations*, dans lequel il qualifie l'Ukraine de « pays divisé » (Huntington, 1997, p. 150).

Les révolutionnaires croient en la véritable transformation de la société ukrainienne. Depuis des années, « l'Ukraine était connue sur la scène internationale comme un État peu transparent dirigé par une élite criminelle gouvernant une population passive à l'identité effacée » (Karatnycky, 2005, p. 43). Les Ukrainiens sont sortis dans les rues de Kiev pour protester contre la fraude électorale empêchant la victoire de leur candidat Viktor Iouchtchenko. Ce dernier a cristallisé l'élan de ce mouvement populaire. Le 27 décembre 2004, le candidat « orange » a décrit la métamorphose ukrainienne en ces mots : « Nous sommes libres. L'ancienne ère est révolue. Nous sommes désormais un pays nouveau » (Karatnycky, 2005, p. 47). Il a expliqué la nature profonde des changements survenus au cours de la Révolution orange en ces termes : « Nous autres, citoyens d'Ukraine, sommes devenus une nation ukrainienne unie. Il est impossible de nous diviser ni par les

langues que nous parlons ni par les confessions que nous professons ni par les idéologies que nous choisissons. Nous avons un destin ukrainien. Nous avons une fierté ukrainienne. Nous sommes fiers d'être Ukrainiens » (Medvid'et Gordienko, 2006). Une grande partie des chercheurs ukrainiens, notamment ceux de l'ouest du pays, considèrent que « la Révolution orange a été une sorte de couronnement de la lutte de libération nationale conduite par le peuple ukrainien depuis plusieurs siècles » (*Svoboda, ukraïnskij vybir*, 2005).

L'un des observateurs de la révolution, Taras Voznjak, décrit l'ambiance régnant pendant les élections de 2004 : « Il nous a semblé à tous que le rêve de la Révolution orange était déjà devenu réalité car derrière lui était la vérité. Nous avons partagé le grand bonheur du camp victorieux ! Nous avons cru en la possibilité de l'impossible » (Voznjak, 2005, p. 2). Voznjak nuance toutefois cette vision idéaliste, affirmant que : « la corruption n'a pas été vaincue ; ses métastases ont pénétré le "camp postorange" ; à part les bonnes intentions, les leaders de la révolution ne disposent pas de plan stratégique. Il résume également les conséquences positives : « l'ambiance dans le pays a changé radicalement », même si « les racines du soviétisme ne sont pas encore détruites » ; « résistant aussi bien à la contre-révolution intérieure qu'à la pression extérieure, l'Ukraine s'est affirmée comme une grande puissance européenne » (Voznjak, 2005, p. 4). Enfin, l'Ukraine est devenue la première démocratie de l'espace postsoviétique. Elle constitue sa chance unique et son échec empêchera pendant longtemps les transformations démocratiques pour tous les États postsoviétiques (Voznjak, 2005, p. 4).

Certains chercheurs ukrainiens considèrent que le terme de « révolution » ne correspond pas aux événements de 2004. Par exemple, Vladimir Malinkovitch affirme que l'objectif principal de l'opposition se résume à la conquête du pouvoir et non pas à une volonté de transformer le système, ce qui ne permet pas de parler de révolution (Maciévskyj, 2005, p. 30). Une autre partie des chercheurs, notamment ceux de l'Est, restent assez critiques à propos de la révolution. Ils inscrivent la Révolution orange dans la construction nationale. Au contraire des Ukrainiens de l'Ouest qui pensent qu'il s'agit de l'achèvement de la formation de la nation ukrainienne (en réalité de son émancipation définitive à l'égard des Russes), les Ukrainiens de l'Est craignent l'approfondissement des fractures qui divisent le pays. Le professeur Volodimir Biletski croit que globalement la « révolution orange » constitue une perte de temps si elle ne conduit pas à la fabrication de la nation ukrainienne : « Il est impossible de créer une économie saine, ni une politique saine, ni un État fort, si on ne crée pas les Ukrainiens... La création de la nation, du peuple ("ukrainien") dépend de la création de l'élite. Pour cela, il faut disposer de temps, de patience, des écoles d'élite, ainsi que des clubs. » Bref, la construction nationale est un travail de longue haleine qui ne peut se résumer à une énergie révolutionnaire (*Ukrains'ka perspektiva – kruglyj stil analtyčnogo-informacijnogo žurnalu « Shid »*, 2005).

La préoccupation de l'intégrité territoriale du pays est présente dans les études géopolitiques ukrainiennes. La plupart des chercheurs reconnaissent la dualité culturelle et politique de l'Ukraine. Le chercheur V. Lipinski note : « Se séparer de la Pologne, mais de façon à ne pas se noyer dans l'océan russe, constitue un véritable problème auquel l'Ukraine n'a pu trouver une solution définitive durant les mille dernières années » (Madison et Šahov, 2003, p. 50). Un autre chercheur ukrainien, I. Lissiak-Rudnitski, écrit : « L'Ukraine est située entre les mondes gréco-byzantin et occidental. Elle est membre légitime de ces deux mondes et a tenté tout au cours de son histoire d'unir ces deux traditions dans une synthèse vivante » (Madison et Šahov, 2003, p. 61-62). V. Vinnitchenko note pour sa part qu'il faut chercher la raison de la disparition de l'État ukrainien dans l'« orientation vers les forces extérieures (vers la Russie pour Khmelnytsky, vers la Suède pour Mazepa, vers l'Allemagne pour la Rada centrale [pendant la guerre civile de 1918-1920], vers la Pologne pour Petlioura). Pour atteindre et renforcer l'indépendance, il faut s'orienter vers le peuple ukrainien ». F. Ruditch souligne la spécificité géopolitique de l'Ukraine, « appartenant à la fois à l'Europe et à l'Eurasie ; dans ces deux zones l'Ukraine se trouve dans une situation périphérique » (Madison et Šahov, 2003, p. 99). Madison et Šahov proposent un modèle considéré comme optimal pour la dualité ukrainienne – l'« indépendance de coopération », fondée sur les relations avec l'Ouest et l'Est et non sur l'idée d'une alternative entre l'Est et l'Ouest (Madison et Šahov, 2003, p. 99).

L'analyste ukrainien Mykola Mihalchenko résume les enjeux de la géopolitique ukrainienne : « reconstruire un État ukrainien indépendant ou construire un État fragment de l'Empire, c'est-à-dire construire un État démocratique ou une entité autoritaire ». Il regrette la fluctuation de la politique étrangère ukrainienne des années 1990 consistant en « une série de visites de délégations de l'Ukraine, lesquelles parlaient à Moscou du “choix stratégique de l'Ukraine – l'union avec la Russie”, tandis que les mêmes délégations parlaient à Bruxelles et à Washington du “choix européen” et de l'entrée à l'OTAN. Au résultat, on ne croyait aux hommes politiques ukrainiens ni à Moscou, ni à Washington et Bruxelles » (Mihalchenko, 2004, p. 423). Par conséquent, l'Ukraine s'est trouvée dans une situation intermédiaire entre l'Est et l'Ouest. Mihalchenko décrit le rôle de l'Ukraine dans la politique internationale comme celui de « joueur politique et économique sur le banc de touche de l'Europe. De l'attitude ukrainienne dans l'avenir proche dépendra le rapport de forces en Europe ». L'Ukraine a vocation à « renforcer telle ou telle “sélection” » à l'évidence il s'agit de l'Union européenne ou d'une organisation de coopération régionale qui est en train d'émerger sur les ruines de la CEI sous l'égide de Moscou. Mykola Mihalchenko note que « la menace extérieure contre l'Ukraine est également dirigée contre ses voisins occidentaux [Union européenne]. C'est pourquoi le vecteur de l'Est [russe] de la politique ukrainienne sera dominant à long terme, il impliquera non

seulement l'OTAN et l'Union européenne mais le monde entier » (Mihalčenko, 2004, p. 414, p. 430-431, p. 483).

Vers une « Internationale de velours »

La démocratisation des régimes postcommunistes concerne l'Europe de l'Est et l'espace postsoviétique. L'architecture qui se dessine dans les révolutions colorées commence à voir le jour dans les pays arabes – et notamment au Liban. Des organisations comme Pora s'inscrivent dans ce mouvement international qui contribue au changement politique dans le monde. Pora ne constitue qu'un maillon complexe d'une chaîne transnationale de structures de « démocratisation non-violente » créées à l'initiative des ONG et des fondations occidentales. Les méthodes de ces organisations sont relativement identiques. Ces acteurs locaux émergent généralement grâce à un soutien financier extérieur, utilisé pour faire tomber les régimes autoritaires en place de manière non-violente et pour soutenir l'accession au pouvoir de l'« opposition démocratique ». Ces organisations de jeunesse s'adaptent à la situation spécifique du pays. Aucune de ces organisations n'a pu survivre en tant que parti au-delà des renversements politiques. Elles se sont transformées dans la plupart des cas en cabinet, de conseil pour la démocratisation. Leurs services sont sollicités par l'opposition des nouveaux pays cibles de démocratisation. Les consultants se déplacent au gré des événements pour former et aider ces nouvelles organisations de jeunesse et transmettre à leurs membres les techniques de résistance non-violente élaborées par Gene Sharp qu'ils ont mises en pratique dans leur pays. Ces « cabinets de conseil » facturent leurs services aux mêmes ONG et fondations qui les avaient créés quelques années auparavant. Après la réussite de la révolution de velours dans un nouveau pays cible, ses activistes locaux créent à leur tour leurs « cabinets de conseil » et s'impliquent à la démocratisation de nouveaux pays cibles. Il est intéressant de présenter la série de démocratisations et les liens qui se tissent entre ces organisations qui tentent de former depuis 2005 une structure transnationale de démocratisation que l'on pourrait définir sous le nom générique d'Internationale de velours.

La constitution de ce tissu d'acteurs locaux s'inscrit donc dans un processus historique identifiable. Après avoir fait leurs premières expérimentations de démocratisation *via* la formation de la société civile en Roumanie et en Bulgarie (1996-1997), les ONG occidentales travaillant en Europe de l'Est se sont tournées vers la Slovaquie. Les militants roumains et bulgares ont apporté leur savoir-faire aux Slovaques qui souhaitaient eux-mêmes changer de régime. Une campagne civile dénommée « OK-98 » a été fondée pour mobiliser les électeurs en septembre 1998. Après le succès de cette organisation, le modèle a été adopté à leur tour par les

militants croates qui avaient fondé le mouvement Gong en 1997. En janvier 2000, les activistes croates ont travaillé pour mobiliser les électeurs. Après la victoire de l'opposition démocratique, les membres de Gong ont formé des centaines de militants albanais, arméniens, biélorusses, bosniaques, bulgares, géorgiens, irakiens, monténégrins, serbes, ukrainiens et russes.

De leur côté, les activistes serbes ont créé le mouvement Otpor (« Résistance ») qui a largement contribué à la victoire de l'opposition démocratique en octobre 2000 à Belgrade. Dès l'année 2002, les Serbes sont entrés en contact avec des étudiants géorgiens, lesquels ont créé le mouvement Kmara (« Assez »), ressemblant fortement par ses emblèmes et ses méthodes à l'organisation serbe. En novembre 2003, la Révolution des roses a triomphé à Tbilissi. Les membres d'Otpor et de Kmara sont venus aider les jeunes Ukrainiens pour mettre en place le mouvement Pora (« C'est le moment »), qui jouera un rôle clé dans la Révolution orange. Les Serbes ont aidé à trois reprises, en 2001, en 2004 et en 2006, le mouvement biélorusse Zoubr (« Bison ») à organiser une campagne de protestation à Minsk. Cependant, la révolution de velours n'a pas eu lieu à cause d'une violente répression de la part des autorités. En janvier 2005 deux mouvements de jeunesse, Kel-Kel (« Renouveau ») et Birgué (« Ensemble »), ont été formés au Kirghizstan selon le modèle serbe. Tous deux ont pris une part active, en mars 2005, à la « Révolution des tulipes » à Bichkek.

Au début de l'année 2005, le mouvement de jeunesse PoF – Pulse of Freedom a été fondé au Liban avec l'aide des activistes d'Otpor. Le PoF a encadré la Révolution du cèdre qui a réuni en février-mars 2005 des centaines de milliers de manifestants à Beyrouth (Michaud, 2005). En 2005, en Azerbaïdjan, trois organisations étudiantes ont été fondées : Yox (« Non »), Magam (« C'est le moment ») et Yeni Fikir (« Nouvelle Pensée »). Elles ont tenté d'organiser une révolution de velours à Bakou à l'automne 2005. Au Kazakhstan, l'organisation de jeunesse Kahar (« Fureur ») lutte contre Noursoultan Nazarbaev. En Albanie, un mouvement étudiant, Mjaft (« Assez »), a été fondé pour les élections de 2005. Enfin, en Russie, le mouvement My (« Nous autres ») se bat pour la liberté de la parole et contre le retour à la dictature.

Ces différentes organisations fréquentent des lieux spécifiques pour se rencontrer. En février 2005, les jeunes révolutionnaires se sont réunis à Bratislava en marge du sommet Bush-Poutine. Les « révolutionnaires » se sont rencontrés dans le cadre d'un forum des ONG antitotalitaires, organisé sur l'initiative des militants slovaques. Leur objectif était de coordonner leurs actions futures et de s'échanger des expériences du passé. Enthousiastes, émus par leurs succès et par la portée planétaire des processus qu'ils ont déclenchés, les jeunes militants cherchaient d'autres pays à libérer. La Russie de Poutine et la Biélorussie de Loukachenko étaient citées par les orateurs. Le président Bush

leur a rendu visite en les appelant à continuer leurs efforts pour démocratiser le monde.

En avril 2005, les mouvements Pora, My, Birgué, Kahar et Yox ont formé un Réseau démocratique transnational pour coordonner les efforts de démocratisation dans l'espace postsoviétique. En juin, les représentants des mouvements de jeunesse Gong (Croatie), KAN – Kosova Action Network – (Kosovo), Kmara (Géorgie), Loja – « Bougie » – (Macédoine), Mjaft (Albanie), Otpor (Serbie), PoF – Pulse of Freedom (Liban), Pora (Ukraine), Unitas (Monténégro), YHRM – Youth Human Rights Movement – (Russie), YIHR – Youth Initiative for Human Rights – (Serbie), Yox (Azerbaïdjan) et Zoubre (Biélorussie) se sont réunis pour un congrès à Kruja en Albanie. Ils ont signé un appel fédérateur : « Nous autres, représentants des mouvements et organisations luttant pour la liberté et la démocratie par des moyens pacifiques, adoptons cette déclaration de soutien et de solidarité. Tout combat local pour la liberté et la démocratie constitue notre combat commun. Nous nous engageons à nous soutenir mutuellement. Toute attaque contre l'un d'entre nous sera considérée comme une attaque contre nous tous » (*Yeni Musavat*, Bakou, 7 juin 2005).

Le mouvement antitotalitaire choisissant comme méthode les actions non-violentes (révolutions de velours) s'est considérablement élargi. Il fédère ses efforts, s'échange des expériences et coordonne ses actions. Les jeunes militants exportent la « révolution de velours » et comptent jouer un rôle de plus en plus important sur l'échiquier postsoviétique. À terme, ils risquent de remplacer par leur intensité le mouvement altermondialiste. Il nous reste à analyser la nature de ce mouvement de fond : s'agit-il d'un processus durable ou d'une reconfiguration géopolitique conjoncturelle due à l'affaiblissement de la Russie ?

Conclusion

La Révolution orange résulte d'une série de rivalités se déroulant à différentes échelles : au niveau global où elle résulte d'une confrontation entre la Russie et les États-Unis, au niveau national où elle vient cristalliser une opposition entre l'est et l'ouest du pays (Est-Ouest), mais aussi à niveau transnational avec de nouveaux acteurs, comme l'illustre l'émergence de ces organisations de jeunesse qui s'opposent à des États autoritaires. Dans ce dernier cas, la confrontation repose sur une pensée intellectuelle proposant des techniques de résistance non-violentes et sur des campagnes massives de communication dépassant les formes classiques de propagande politique. Il est indéniable que les campagnes organisées par les mouvements de jeunesse, comme Pora, se sont révélées efficaces dans la transformation politique de l'espace postcommuniste. Elles s'appuient sur des militants

formés et financés par des ONG et des fondations essentiellement américaines qui mettent à leur disposition un canevas intellectuel, des formations pratiques et d'importants moyens financiers et matériels. Ces organisations de jeunesse qui agissent par-delà les frontières et constituent de ce fait des mouvements transnationaux remettent en cause le principe de souveraineté nationale qui dominait auparavant l'analyse géopolitique classique. Les États-Unis s'avèrent être les pionniers en la matière, même s'ils n'ont pas le monopole de ce principe : en outre, il s'applique parfois de manière différenciée en fonction des intérêts américains, comme par exemple au Turkménistan où l'attitude américaine semble ambiguë. L'action des organisations de jeunesse dans l'espace soviétique constitue l'une des facettes de la mondialisation politique à laquelle doivent faire face les sociétés du XXI^e siècle.

Trois ans et demi après la Révolution orange, l'Ukraine connaît une période d'instabilité chronique que d'aucuns qualifient de « contre-révolution ». En effet, dans la période d'après-2004, trois Premiers ministres se sont succédé : Ioulia Timochenko, Iouri Ekhannourov et le perdant de 2004, Viktor Ianoukovitch. Deux élections législatives se sont déroulées, les derniers scrutins ayant été anticipés. En même temps, la coalition orange a volé en éclats. Ioulia Timochenko accuse le président Iouchtchenko d'avoir trahi les idéaux de la « révolution orange » et comploté avec son adversaire d'hier pour préserver son pouvoir. Viktor Ianoukovitch semble avoir évolué. Il est devenu plus pragmatique et moins pro-russe. Il affiche ses convictions pro-européennes et défend sa politique sociale et le modèle de capitalisme d'État qui est en train d'émerger. Ianoukovitch a changé d'image grâce à son nouveau conseiller américain en communication qui a géré également la campagne électorale de George W. Bush. Une collusion qui paraît au moins étonnante et qui témoigne de la complexité du jeu qui oppose les protagonistes. Les « bleus » utilisent désormais des méthodes inaugurées par les « orange », en organisant une pression de la rue dans les moments cruciaux et en dressant des tentes sur les places centrales. L'Ukraine est entrée dans la phase « postorange » marquée par la volonté de redistribuer la propriété injustement privatisée (selon Timochenko) ou injustement reprivatisée en 2005 sous la direction de cette même Timochenko (selon Ianoukovitch). Les trois forces politiques ukrainiennes dominent la vie politique nationale et bloquent l'évolution du pays dans la direction de l'Ouest ou de la Russie. En même temps, les oligarques profitent de cette situation de blocage pour accroître leurs fortunes personnelles, en s'appuyant sur tel ou tel camp, en manœuvrant entre ces camps ou en finançant à la fois les trois forces politiques. Cette période d'instabilité endémique devrait se prolonger jusqu'aux élections présidentielles de 2008, qui marqueront une vraie rupture dans l'orientation politique du pays. La favorite de ce scrutin est bien entendu Ioulia Timochenko, la seule à avoir réussi à élargir sa base électorale à l'issue des

dernières élections législatives. Son dernier succès n'est évidemment pas un hasard car son parti politique ne cesse de croître depuis au moins 2002. À la différence de Viktor Iouchtchenko, Ioulia Timochenko arrive même à gagner quelques voix à l'est du pays. Comme elle le souligne assez souvent, Iouchtchenko est un homme de transition, tandis qu'elle aspire à réaliser les acquis de la « révolution orange ». Reste à savoir si ce « pays transitoire » par excellence a des capacités pour survivre à la rupture géopolitique que lui prépare la « princesse orange ».

Bibliographie

- AVIOUTSKII V. (2005), « Les nouveaux révolutionnaires », in *Défense nationale et sécurité collective*, Paris, n° 12, p. 27-38.
- (2006), *Les Révolutions de velours*, Armand Colin, Paris.
- BUSH G. W. (2005), « Supporting Emerging Democracies », Remarks an International Republican Institute Dinner, Renaissance Hotel, Washington, DC, 17 mai, <http://www.state.gov/s/crs/rls/rm/46818.htm>
- CHARARA W. (2005), « Instabilité constructive », *Le Monde Diplomatique*, juillet, p. 9.
- CHTCHARANSKY N. (2005), « Liberté, liberté chérie », *Politique Internationale*, n° 109, automne, p. 49-63.
- DOBRIANSKY P. J. (2004), « Introductory remarks », Conference on « Ukraine's Choice : Europe or Russia ? », American Enterprise Institute, Washington DC, 10 décembre, www.state.gov/g/rls/rm/2004/39696.htm
- GLOAGUEN C. (2005), « L'Ukraine entre Est et Ouest : les limites de grilles de lecture héritées de la guerre froide », in *Hérodote*, n° 118, 3^e trimestre, p. 108-148.
- HUNTINGTON S. P. (1997), *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris.
- KARA-MURZA S. (2005), *Éksport revolucii* (L'exportation de la révolution), Algoritm, Moscou, 526 p. (en russe).
- KARATNYCKY A. (2005), « Ukraine's Orange Revolution », *Foreign Affairs*, vol. 84, n° 2, mars-avril, p. 35-52.
- KAS'KIV V., ČUPRYNA I., BEZVERHA A. et ZLOTARIOV E. (2005), « Pora avangard peremogy (Pora – l'avant-garde de la victoire) », Kiev, avril, 19 p. (en ukrainien).
- KELLEY M. (2004), « U.S. Money Helped Opposition in Ukraine », Associated Press, 10 décembre.
- KUČMA L., (2003), *Ukraina ne Rossija* (L'Ukraine n'est pas la Russie), Vremia, Moscou, 560 p. (en russe).
- LACOSTE Y. (2003), « Préambule », in Y. Lacoste (dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris, 1 680 p.
- MACIÉVSKYJ Ju. (2005), « Pomarančeva revolucija kriz'pryzmu tranzitologii (La Révolution orange à travers le prisme de la transitologie) », *I* (revue indépendante de culturologie), Lviv, n° 40, p. 28-39 (en ukrainien).
- MADISON V. et ŠAHOV V. (2003), *Sučasna ukraïnska geopolityka* (Géopolitique ukrainienne contemporaine), Lybid', Kiev, 176 p. (en ukrainien).

- MANDEVILLE L. (2004), « Russie : retour en force dans l'ex-empire », *Politique Internationale*, n° 103, printemps, p. 249-277.
- MARIĆ A. (2004-2005), « Les faiseurs de révolutions », *Politique Internationale*, n° 106, hiver, p. 231-339.
- MEDVID'F. et GORDIENKO M. (2006), « Fenomen 'pomarančevoy revoliucii' v konteksti rozbudovy gromadjanskogo suspil'stva (Le phénomène de la "révolution orange" dans le contexte du développement de la société civile) », *Politytchny Menedjment*, Kiev, n° 1 (16), pp. 44-55 (en ukrainien).
- MICHAUD H. (2005), « Roses, cedars and orange ribbons, A wave of non-violent revolution », Radio Netherlands, 29 juin.
- MIHALČENKO M. (2004), *Ukraina jak nova istorična realnost': zapasnyj gravec Evropy* (L'Ukraine en tant que nouvelle réalité historique : un joueur sur le banc de touche de l'Europe), Vidrojdennia, Drohobitch – Kiev, 488 p. (en ukrainien).
- PAXAREV A. (2005), « Svyta robyt' korolja (La suite crée le roi) », *Politytchny Menedjment*, Kiev, n° 6 (15), p. 23-31 (en ukrainien).
- PANARIN I. (2003), *Informacionaja vojna i vybory* (La guerre de l'information et les élections), Gorodets, Moscou, p. 34-37.
- POGREBINSKIJ M. (2005), (comp. de), *Oranevaja revoliucija, ukrainskaja versija* (La révolution orange, version ukrainienne), Evropa, Moscou, 464 p. (en russe).
- RON P. (2004), Statement on « Ukraine's Election : Next Steps », House International Relations Committee, Committee on International Relations U.S. House of Representatives Washington, DC, 7 décembre, http://www.house.gov/international_relations/108/pau120704.htm
- Rosija i sanitarnyj kordon* (La Russie et le cordon sanitaire), (2005), Recueil de l'Agence d'information « Regnum », Evropa, Moscou, 216 p.
- RUDIĆ F. (2005), « Géopolitičnyj vymir prezidents'kih vyboriv 2004 rok (Dimension géopolitique des élections présidentielles de 2004) », *Politytchny Menedjment*, n° 5 (14), Kiev, p. 3-15 (en ukrainien).
- ŠAJXUTDINOV R. (2005), « Demokratija v uslovijax "specoperacii" : kak ubit' gosudarstvo (La démocratie dans les conditions d'"opération spéciale" : comment tuer l'État », *Soobchtchenie* n° 1, Moscou, www.soob.ru
- Svoboda : ukrainskij vybir* (Liberté : le choix ukrainien) » (2005), *Forum* (revue socio-politique), n° 1, Tchernivtsy, Ukraine.
- Ukrains'ka perspektiva – kruglyj stil analyčnogo-informacijnogo žurnalu Shid* (2005), (« Perspective ukrainienne » – table ronde de la revue d'information et d'analyse *Skhid* (Est)), 28 avril, www.intellect.org.ua (en ukrainien).
- VOZNJAK T. (2005), « Ljubov – ce ne vse. Navit' na Majdani (L'amour n'est pas tout. Même sur la place de l'Indépendance) », *I* (revue indépendante de culturologie), Lviv, n° 40, p. 2-4.